l'éditorial d'Arlette Laguiller p 3



Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1486 - 27 décembre 1996 - prix : 9 F

29° Congrès du Parti Communiste

LE PCF PRÉT À RETOURNER AU GOUVERNEMENT ... POUR FAIRE LA MÊME POLITIQUE!

(p. 3 et 5)



La prise d'otages de Lima

LE RÉGIME PÉRUVIEN RÉCOLTE CE QU'IL A SEME...



(p. 7)

Leur société

- 4 À propos de l'ISF Danger, école!
- 5 Des milliers de maîtres-

auxiliaires au chômage

- 9 L'ouverture au public de la «grande» bibliothèque
- 10 L'eau pure vaut de l'or - L'ouverture des restos du cœur

Tribune

4 – Le faux cadeau de l'UNEDIC aux chômeurs

Politique

5 – PCF : après le 29° congrès

Dans le monde

- 6/7 Italie : le Congrès de «Rifundazione Comunista»
 - Grande-Bretagne: moins de deux millions de chômeurs, mais combien de statisticiens licenciés?
 - Pérou : la prise d'otages de Lima

Enseignement

13 – Le succès de la FSU, quatre ans après la scission dans l'Éducation nationale

Dans les entreprises

- **8** Delphi Villeron : une colère qui monte
- 9 Thomson : le feuilleton continue...

Voir

- 11 Microcosmos, le peuple de l'herbe
 - Salut cousin!

Politiciens

12 – Le RPR et les affaires

SOMMAIRE Durcissement des lois sur l'immigration

LE PEN N'EST PAS AU POUVOIR... MAIS SES IDEES CONTAGION

attendre, les députés de la majorité ont non seulement voté le projet de loi Debré sur l'immigration, mais ils en ont encore aggravé le contenu.

Ainsi, ils sont revenus sur plusieurs dispositions existantes, notamment sur le renouvellement de la carte de résident valable dix ans. Ce renouvellement, accordé de «plein droit» depuis 1984, pourra désormais être refusé ou cette carte être résiliée lorsque l'administration invoquera une «menace pour l'ordre public». Cette notion étant particulièrement vague, le gouvernement et sa police auront toute latitude pour expulser arbitrairement des immigrés jusqu'à présent protégés. De même, si la régularisation de quelques «sans-papiers» est envisagée, la plupart des étrangers, devenus irréguliers depuis l'application des lois Pasqua, ne pourront prétendre à la délivrance automatique d'un titre de séjour, même temporaire. Un amendement a même exclu d'une régularisation automatique les étrangers – bien peu nombreux pourtant – vivant en France depuis plus de quinze ans.

Pour le reste, les députés de la majorité se sont ralliés au projet de Debré qui prévoyait déjà et dans bien des domaines un durcissement des lois en matière d'immigration. Ainsi, les députés ont porté de un à deux ans la période «probatoire» précédant l'obtention d'un titre de séjour dans le cas d'un mariage mixte, ce qui fera de l'époux ou de

Comme on pouvait s'y l'épouse un clandestin privé de possibilité de travailler légalement durant 24 mois. Ils ont également restreint les possibilités de regroupements familiaux. Parallèlement, ils ont renforcé et étendu les pouvoirs de la police. Ainsi, la période de rétention d'un immigré, sans qu'il soit nécessaire d'avertir un juge, passe de 24 à 48 heures, dans le but avoué de faciliter les expulsions. De même, ils ont autorisé la police à contrôler les véhicules dans une bande de 20 km en deçà des frontières ainsi que les descentes sur les lieux de travail pour vérifier l'identité des présents.

Enfin, et en dépit d'un avis défavorable du Conseil d'État, la nouvelle loi rétablit le principe qui avait cours durant «l'Occupation» et qui vise ceux qui hébergent des étrangers. Outre le fait que les maires jouiront de pouvoirs plus étendus pour refuser un permis d'hébergement, les personnes accueillant un étranger pourront être fichées, faire l'objet de contrôles à domicile, et seront passibles de poursuites si elles ne déclarent pas immédiatement le départ de l'hébergé à l'expiration de son visa.

Comme on le voit, un tel durcissement des lois, tout comme l'extension des pouvoirs de la police, vise à dissuader ceux qui voudraient donner refuge à des étrangers de le faire, mais il contribue en même temps à rendre plus difficile et plus tracassier le simple fait d'accueillir des amis étrangers.

Comme quoi, quand on s'attaque à des libertés concernant une catégorie, on ampute les libertés bien au-delà.

Ces mesures anti-immigrés, qui doivent encore passer devant le Sénat pour être approuvées, sont dictées par de sordides calculs : le gouvernement, se présentant comme un rempart face à la montée du Front National, fait semblant d'être partisan d'une certaine modération, mais il laisse aux députés de la majorité, préoccupés de plaire à la fraction la plus réactionnaire de l'électorat, toute latitude pour

amender et durcir son projet. Et sur ce terrain, le Parti Socialiste répond par des silences gênés qui illustrent son absence de volonté de s'affronter avec la droite sur ce terrain.

La politique de Debré et de ses acolytes est un encouragement à tous ceux qui, dans l'administration, dans la police ou dans l'appareil judiciaire, sympathisent avec l'extrême-droite et rêvent de mettre toute la population au pas... sans faire de distinction de nationalité ou de couleur de peau.

Roger MEYNIER

Lutte de classe n°24

décembre 1996 vient de paraître Au sommaire,

les textes de la Conférence nationale de Lutte Ouvrière.

- Union européenne, Euro et marché mondial
- L'ex-Union soviétique et son évolution
- La situation intérieure
- Russie 1996
- Les tâches immédiates des communistes révolutionnaires

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste Internationaliste qui édite Lutte Ouvrière, nom sous lequel elle est onnue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socia-me sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme Individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'Image qu'en a donnée la dictature sta-linienne qui a régné en ex-URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capita-lisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa poli-ce, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique de tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trots-kystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Éditions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une SARL au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1* janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 600 exemplaires. Composition : [Et Associés]. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3 rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil – 0148142185. Commission paritaire des publications nº 64 995.

SOUTENEZ
LUTTE
LUTTE
LUTTE
OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18. Jean-Paul Rigollet, mandataire finance
déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti «Lutte Ouvrière» conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul
à recuellir les dons de personnes identifiées, et que tout don de plus de 100 F consenti à un mandataire doit être versé par chèqu ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

LUTTE LUTTE **OUVRIÈRE DE CLASSE** 1 an 6 mois (1 an soit 10 nº) France DOM-TOM DOM-TOM, voie aérienne 390 F 420 F 140 F 100 F 200 F Europe (soit zone postale1) 210 F Autres pays, voie ordinaire - Afrique francophone, Moven-Orient, USA, Canada (soit zone 2) 450 F 230 F 140 F (comme voie aérienne) Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) 140 F 140 F 520 F 270 F 540 F Océanie (soit zone 4) 280 F Autres pays, voie aérienne Afrique francophone, Moven-Orient, USA, Canada (soit zone 2) 480 F 250 F 140 F - Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3) 540 F 660 F 280 F 340 F 170 F - Océanie (soit zone 4) 210 F Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT	
NOM:	
PRÉNOM :	
ADRESSE:	
CODE POSTAL et VILLE :	
COMPLÉMENT D'ADRESSE : .	
CONTECNENT DADREGGE.	
Je m'abonne à : LUTTE OUVE	PIÈRE
LUTTE DE CLASSE, pour une du	
	**
(rayer la mention inutile).	
Ci-joint la somme de :	***********
Règlement:	
 par chèque bancaire ou postal à l MICHEL RODINSON. 	ordre de
- par virement postal à MICHEL ROI	DINSON,
CCP 6 851 10 R - PARIS	

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

PCF ON REFAIT LA VITRINE, MAIS PAS LE MAGASIN

Robert Hue a présenté le dernier congrès du PCF comme celui de la « mutation » de son parti. Mais en fait, ce qui caractérise la politique du PCF, c'est la continuité par rapport à la politique qui l'a amené à participer de 1981 à 1984 au gouvernement, et à y cautionner la politique antiouvrière alors menée par Mauroy sous l'autorité de Mitterrand.

Robert Hue réaffirme régulièrement qu'il ne faut pas renouveler les erreurs du passé. Mais au fur et à mesure qu'on se rapproche des élections législatives de 1998, ses précautions oratoires sont de plus en plus discrètes et son envie de voir le PCF retourner au gouvernement de plus en plus évidente.

Il a ainsi rappelé au nom du PC sa «volonté de participer au gouvernement de la France», en souhaitant que se dégage « d'ici à l'échéance électorale prochaine» une «base d'engagements communs » à gauche, c'est-àdire un accord avec le Parti Socialiste. Les mots ont un peu changé, on ne dit plus «union de la gauche» et «programme commun» qui ont laissé un mauvais souvenir aux travailleurs qui ont vécu cette période. Mais le contenu reste le même.

Bien sûr, Robert Hue dit qu'il refuse « une gauche qui commence par des promesses pour finir par des déceptions », une « gauche engoncée dans le respect des puissants ». Mais, si la gauche remporte les élections de 1998 et si le Parti Socialiste

accepte d'associer le Parti Communiste Français au gouvernement (ce qui est loin d'être assuré d'avance), pour quelles raisons les dirigeants du PCF auraient-ils plus de moyens de peser sur la politique gouvernementale qu'en 1981?

Le PCF qui recueillait alors encore 15 % des voix aux élections n'a su qu'être complice, par sa présence, par son appui politique, de la politique d'austérité menée par le gouvernement socialiste — engagée deux ans avant que les ministres communistes quittent le gouvernement. Alors comment pourrait-on croire que, même s'il le voulait, il pourrait demain contraindre le Parti Socialiste à mener une politique favorable aux intérêts des travailleurs?

En fait, les dirigeants du PCF ne sont pas très différents de ceux du Parti Socialiste. Comme ces derniers, ils ont abandonné depuis longtemps toute volonté de transformer la société, de remplacer le système capitaliste par une économie qui serait au service des travailleurs, des producteurs, de l'ensemble de la population. Ils ne cherchent qu'à être admis par la bourgeoisie à gérer ses affaires au gouvernement. Et le crédit qu'ils doivent au dévouement, à la combativité des centaines de milliers de militants qui ont fait leur parti, ils sont prêts à le brader contre des maroquins ministériels.

En fait, la seule différence entre les dirigeants du PCF et ceux du PS, c'est que les pre-

miers sont partis un peu trop tard dans la course à la participation gouvernementale. Un parti ayant la confiance de nombre de travailleurs, mais docile aux volontés des possédants, la bourgeoisie française en avait déjà un à sa disposition avec le Parti Socialiste. Et Hue a beau continuer, comme Marchais l'avait fait avant lui, à parler un langage qui ressemble de moins en moins à celui du communisme, il a beau faire disparaître la faucille et le marteau des salles de congrès, il n'est pas sûr que la bourgeoisie ait envie de faire appel à ses services.

La direction du PCF le sait. Mais elle n'a pas d'autre perspective politique. Et elle va une nouvelle fois expliquer aux militants qu'il n'y a pas d'autre politique possible, parce qu'il n'y a pas de victoire électorale possible sans accord avec le PS.

Pas de victoire électorale possible? Sans doute! Mais il pourrait y avoir en révanche des victoires pour la classe ouvrière, car ce n'est pas dans les urnes que peut se manifestér la force des travailleurs. C'est dans les entreprises, dans la rue, par la lutte de classes. C'est comme cela qu'ils pourraient imposer une autre politique.

Et c'est cette perspective-là, et pas celle d'illusoires succès électoraux, que doivent préparer tous les militants qui veulent défendre les intérêts de la population laborieuse.

(lire aussi page 5 notre article sur le congrès du PCF) Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment dorénavant chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE ---

Le faux cadeau de l'UNEDIC

aux chômeurs

LEUR PÈRE NOËL EST UNE ORDURE!

CGT mise à part, se sont mis d'accord sur le partage des 13 milliards d'excédents de l'UNEDIC, le système d'allocations chômage. En réalité c'est plus de 30 milliards d'excédents prévisionnels qui ont été répartis sur 97 et 98. Les chômeurs et les préretraités en auront la moitié, soit 15 milliards, et l'autre moitié servira à réduire les cotisations chômage: les patrons en encaisseront directement le quart, soit 7,5 milliards sur deux ans, le quart restant revenant aux salariés, ce qui devrait se traduire par une augmentation sur la feuille de paye... si toutefois les patrons n'en profitent pas pour bloquer voire réduire le salaire de base.

L'allocation minimale accordée aux demandeurs d'emploi indemnisés, qui était de 2805 F, augmente de 295 F. Jusqu'ici l'allocation dite dégressive, touchée par un chômeur, était amputée de 17% tous les 4 mois; ce sera désormais tous les 6 mois.

Côté cotisations, la baisse est de 0,21% pour les salariés, soit environ 12F par mois pour un smicard. Les cotisations patronales sont réduites du même pourcentage. C'est ce qu'on nous a présenté dans la presse comme un partage équitable

Une bien étrange équité. La France, pays riche, compte aujourd'hui plus de 3 millions de chômeurs officiels, et plus de cinq millions si l'on tient compte de tous ceux qui ne sont plus recensés en tant que tels. La misère s'y développe à vue d'œil à chaque coin de rue; des milliers de familles tombent chaque année en dessous du seuil de pauvreté et doivent faire appel à la charité publique, Restos du Cœur, Secours Populaire, etc. Dans ces conditions, comment est-il possible qu'il y ait un excédent dans les caisses de l'assurance chômage?

Depuis 1992, avec la réforme Aubry, ministre socialiste du Travail, le cordon s'est resserré autour du cou des demandeurs d'emploi. On a instauré l'allocation dégressive qui diminue de trimestre en trimestre comme un sinistre compte à rebours pour des gens en grande difficulté. Et puis, ce sont des milliers de chômeurs qui ont été radiés des listes de

Le patronat et les syndicats, la l'ANPE et des ASSEDIC, sous tous les prétextes possibles, qui se sont retrouvés acculés au RMI, ou pour excédents de l'UNEDIC, le systèles moins de 25 ans, à la mendicité.

Les résultats de la réforme Aubry, ce sont ces pauvres, toujours plus nombreux, qui s'entassent dans les gares, les métros, les foyers de SDF, ou bien dont on découvre le corps abandonné dans un centre commercial ou près d'un vide-ordures, après qu'ils sont morts de froid. C'est en disputant aux plus pauvres d'entre nous leur déjeuner, leur paquet de cigarettes, leur ticket de métro, que l'UNEDIC a pu ainsi économiser des dizaines de milliards. Alors, quand on vient aujourd'hui nous vanter la bonne gestion de cet organisme, ce soi-disant cadeau de fin d'année pour les chômeurs ne mérite qu'un qualificatif: ignoble!

C'est sous un gouvernement de gauche que la réduction des indemnités de chômage a été mise en œuvre, et c'est sous un gouvernement de droite que les patrons en récoltent les fruits en tapant dans les excédents.

C'est le partage du travail tel qu'ils l'entendent.

Le patronat ose empocher aujourd'hui directement le quart de l'excédent – après en avoir revendiqué au moins la moitié – alors que depuis 20 ans, tout le financement de la solidarité avec les sans-emploi repose sur les salariés, qui ont vu leurs cotisations grimper en flèche.

En prélevant seulement un quart des profits énormes des plus grandes entreprises, on pourrait, dès aujour-d'hui, embaucher tous les demandeurs d'emplois avec des salaires corrects! Oui, ce sont les grands patrons licencieurs qui sont les responsables du chômage et de la misère, et c'est à eux de payer l'addition.

Non, nous ne les en tiendrons pas quittes avec les quelques sous qu'ils nous rendent. Et en cette fin d'année où les vœux sont de coutume, les meilleurs que nous ayons à leur souhaiter c'est de connaître des lendemains de fête agités!

> Éditorial des bulletins d'entreprise *l'Étincelle* du lundi 23 décembre 1996 publiés par la fraction.

Leur société

Le sort LES MILITANTS de l'ISF DE SOS-FORTUNE NE DÉSARMENT PAS

Le Parlement, après bien des tergiversations, avait refusé de retenir l'amendement des sénateurs qui permettait d'alléger l'ISF, l'impôt de solidarité sur la fortune. Les plus riches seront donc un peu plus imposés, bien modestement il est vrai, mais plus quand même qu'ils ne l'auraient souhaité.

Mais ils ont des parades qui leur permettent de s'évader de la loi. C'est ce que vient de rappeler un certain Bacconnier, président du directoire du plus important cabinet de conseil fiscal de France. Ce conseilleur des riches a expliqué que ses clients vont choisir – ou ont déjà choisi –, pour échapper aux «excès» de cet impôt, de se faire domicilier qui en Suisse, qui en Belgique, qui en Grande-Bretagne «pour profiter d'une fiscalité plus avantageuse».

Ces fraudeurs légaux sont, selon cet expert, des héritiers de grandes fortunes ou de chefs d'entreprises en retraite qui possèdent des actions de sociétés qui ne sont pas considérées comme «outil de travail» (si elles l'étaient, elles permettraient d'être exonéré de l'ISF). Il y en aurait selon cet homme une centaine. Il s'agit du nombre de ces individus, pas du nombre de milliards auxquels ils ont fait passer la frontière.

Il serait particulièrement intéressant de connaître le nom de ces bons citoyens, dont on pourrait afficher la liste dans les écoles et les restos du cœur, pour l'édification des bambins et des SDF afin qu'ils aient une vision plus concrète, plus humaine de ce qu'est la solidarité... Et aussi d'afficher les chiffres!

L'expert qui crie ainsi sa révolte contre l'impôt qui «saigne les riches» sait de quoi il parle. Aujourd'hui à la tête d'un cabinet conseil, il était hier, de 1986 à 1989, directeur des impôts au ministère des Finances, et il a été membre des commissions qui ont travaillé sur les projets de réforme fiscale.

Le vice-président du CNPF entonne la même chanson. Évoquant la mobilité des capitaux, il a expliqué que si, en matière de fiscalité sur les fortunes, «... la France s'écarte de trop de ce qui se passe de l'autre côté de ses frontières (...) il y aura une délocalisation des fortunes, des entreprises et des brevets». Du chantage cela? Qu'allez vous penser. Ca n'est qu'une information, un simple avertissement!

Mais cette information montre bien que l'État n'a aucun contrôle sérieux – et ne cherche pas à en avoir – sur la façon dont les riches utilisent leur fortune, et rusent avec la loi.

Cela illustre la nécessité, l'urgence que ce contrôle soit exercé par les travailleurs, les usagers.

J.P.V

DANGER, ÉCOLE!



Les autorités s'étaient donné jusqu'au 1er janvier 1997 pour mettre les établissements scolaires aux normes de sécurité. On en est encore loin, selon le rapport annuel de l'Observatoire national de la sécurité scolaire.

Ainsi, en cas d'incendie, une école sur dix n'offre pas les garanties nécessaires à l'évacuation des élèves et du personnel; un établissement sur quatre présente des défauts d'installation électrique et une maternelle sur cinq n'a pas de locaux indépendants pour y stocker les matériaux facilement inflammables.

Dans les lycées professionnels et techniques, 60% des machines-outils sont obsolètes ou non conformes et, l'an dernier, on y a recensé quelque 8000 accidents dans des ateliers.

S'agissant du secondaire, l'Observatoire a aussi indiqué que 13,5% des lycées et 5,3% des collèges contenaient encore de l'amiante à un titre ou à un autre, malgré les promesses de déflocage faites officiellement.

Pour les écoles, souvent, les travaux traînent ou ne se font pas car l'État ne donne pas aux communes les moyens financiers de les entreprendre.

Quant aux élèves du technique, les habituer au manque de sécurité, c'est peut-être ce que certains appellent «l'ouverture de l'école sur la vie» et une façon de préparer ceux qui trouveront un emploi à ce qui les attend dans les usines en matière d'insécurité au travail...

P.L.

Politique

PCF: APRÈS LE 29° CONGRÈS

Animée d'une volonté acharnée de montrer que le PCF change et même qu'il opère une véritable «mutation», sa direction a multiplié les gestes symboliques, même si ces gestes se réduisent à jeter par-dessus bord d'autres symboles, qui, du fait de son passé et de son histoire, restaient encore collés à lui. À son corps défendant.

Lors du congrès du parti tenu du 17 au 21 décembre, tout le monde l'a remarqué, - c'était d'ailleurs fait pour qu'on le remarque - la faucille et le marteau ne figuraient pas dans la décoration centrale, même si certains délégués les avaient quand même affichés devant leur pupitre. Dans la plupart des discours, l'expression en vogue était désormais « la démarche citoyenne» remplaçant presque toute référence à la classe ouvrière et à la lutte de classes.

DANS LA CONTINUITÉ

Certes il n'y a rien de nouveau dans cette démarche qui s'inscrit dans une évolution qui date de longtemps. Hue, dans son discours préliminaire, évoqua le Front populaire, non pas tant pour rappeler les luttes grévistes de l'époque, mais pour souligner qu'il s'agissait «d'une première mutation... » Car, ajouta-t-il, «il (le Front populaire) réussit cette chose formidable : faire entrer la classe ouvrière sur le devant de la scène politique! Non seulement par la conquête de droits et de pouvoirs nouveaux mais en investissant la vie nationale, la société française».

Et d'ajouter : « Constructif, notre parti le fut résolument en contribuant à la force de la Résistance française (derrière de Gaulle NDLR) et ensuite à la grandeur de la reconstruction du pays libéré. » Cette reconstruction fut, faut-il le rappeler, le tribut que le PCF imposa à la classe ouvrière, usant de son autorité sur le monde du travail pour reconstruire à marche forcée l'appareil productif du capitalisme français, en même temps qu'il contribuait à la restauration de l'appareil d'État de la bourgeoisie. Cette dernière ne s'en montra nullement reconnaissante et rejeta alors le PCF dans l'opposition, une fois son «sale boulot» accompli. Sauf que les dirigeants



du PCF sont fiers de leurs états de service et ne portent aucun regard critique sur cette époque.

Hue n'a pas tort de signaler cette continuité, il n'a pas tort de montrer que l'allégeance à la bourgeoisie remonte à loin. C'est une façon de présenter son curriculum vitae à celle-ci afin qu'elle l'embauche de nouveau, et du coup à ses «partenaires» obligés, les socialistes dont il doit avoir l'aval pour obtenir ne serait-ce qu'une petite place dans un futur gouvernement. À condition bien évidemment que la situation s'y prête.

Depuis 1945, il y a eu d'autres gestes significatifs: l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat en 1976 au 22° congrès, de la référence au «centralisme démocratique» au précédent congrès, le 28°, il y a trois ans.

Ces gestes, répétons-le, ne changeaient rien au fond, car ils ne faisaient qu'avaliser une situation caduque. Depuis bien longtemps, les mots avaient perdu pour le PCF le sens, le contenu qu'ils avaient à l'origine. Ils jalonnent cependant une évolution vers un même cap.

Ces gestes suffiront-ils pour que le PCF s'amarre là où il souhaite le faire? Rien ne permet de le prévoir. Le Parti Socialiste qui observe, goguenard, ses efforts a rappelé, au lendemain de ce congrès, par la voix de Pierre Moscovici, l'un de ses dirigeants, cette évidence que la direction du PCF ne peut ignorer: que, d'une part «c'est clairement le Parti Socialiste qui dominerait la coalition gouvernementale, et Lionel Jospin... qui donnerait le la»,

rappelant du même coup cette autre évidence : «Qu'une équipe gouvernementale doit être disciplinée» (cité dans L'Humanité du 24/12/96)

Le même Moscovici remet par ailleurs les pendules à l'heure en signalant : «Une chose est claire, les socialistes ne seront pas opposés à la monnaie unique, nous ne passerons pas dans le camp du non et les communistes doivent en être conscients». À bon entendeur.... Il est vrai que sur cette question, la direction du PCF a commencé à mettre de l'eau dans son vin.

Ces efforts n'ont qu'un but : donner du PCF l'image d'un parti comme les autres. Auprès de qui? De la bourgeoisie, du PS. Avec une efficacité pour le moins douteuse pour le PCF lui-même, comme on a pu le vérifier depuis 1981. Avec aussi des conséquences qui ne pourront qu'être néfastes pour la classe ouvrière et la population laborieuse, et qui rendront encore plus difficile la tâche des militants du PCF qui interviennent en son sein.

VIANNET S'ÉCLIPSE

Il faut citer, parmi les efforts de Hue et de ses partenaires de la direction du PCF pour ravaler la façade de leur parti, la décision de ne plus prendre au sein du Bureau national le secrétaire général de la CGT. En l'occurrence Viannet.

Ce dernier a expliqué, devant le congrès, ce choix qui est celui de la direction du PCF et de Hue, non pas comme l'expression de divergences avec ce dernier, mais par le souci de faire taire les mauvaises langues qui continuent à prétendre que la CGT n'était que la courroie de transmission du PCF au sein de la classe ouvrière. Ce geste, purement symbolique là encore, ne signifie pas que les liens entre le PCF et la CGT soient rompus, car Hue et Viannet peuvent se concerter sans siéger dans les mêmes organismes (ils siègent d'ailleurs tous deux, ainsi que d'autres membres de la direction de la CGT, au Comité national). Mais ce ne sont pas ces liens qui sont contestables en soit. Il est normal et même souhaitable que des militants syndicalistes militent politiquement. Mais ce qui l'est, de notre point de vue, c'est la mainmise bureaucratique du PCF sur le syndicat, l'étouffement organisé de toute vie syndicale démocratique, liés bien évidemment à la politique qui est la sienne au travers de la CGT.

Mais ce geste, tout comme ses discours sur la démarche citoyenne ont pour but de montrer que le PCF veut se débarrasser de son image de parti de la classe ouvrière. C'est pourtant ce lien avec la classe ouvrière, en dépit de sa politique réformiste, même quand il mettait son influence et son autorité au service de la bourgeoisie, même quand il se servait de cette autorité comme monnaie d'échange, qui en faisait un parti qui n'était pas tout à fait «comme les autres.» En ce sens les dirigeants du PCF scient volontairement la branche qui leur permettait d'exister.

Jean-Pierre VIAL

DES MILLIERS DE MAÎTRES-AUXILIAIRES AU CHÔMAGE

La grève de la faim de maîtres-auxiliaires (MA) toulousains, relayés par des MA de la région parisienne, a été interrompue le 24 décembre à la suite d'une promesse de négociation du ministre Bayrou. Elle a rappelé la situation d'un tiers environ des quelque 30000 d'entre eux actuellement au chômage. Et cela, malgré l'accord signé en juillet 1993 entre l'alors déjà ministre de l'Éducation nationale, Bayrou, et la plupart des syndicats, un accord censé aboutir à l'embauche des MA.

Cette situation précaire des MA ne date pas d'hier. C'est précisément pour faire face à des difficultés de recrutement que l'Éducation nationale a, depuis longtemps, eu recours au système de personnel non titulaire. Sous la pression des luttes des MA pour leur embauche définitive, l'État a périodiquement dû procéder à des vagues de titularisation, comme en 1968, 1975 ou 1983.

Mais, aujourd'hui, l'Éducation nationale est, comme le reste des services publics, soumise à une politique de restrictions budgétaires et de précarisation accrue de l'emploi. Ainsi, la loi Perben du 4 décembre a introduit de nouvelles restrictions à la titularisation des MA (telle l'obligation d'avoir été en poste au 1er janvier 1996 et d'avoir au moins quatre années d'ancienneté) tandis que le maigre budget de l'Éducation pour 1997 augure mal de la possibilité d'intégrer les MA dont s'était vanté Bayrou en 1993.

Les MA seraient aujourd'hui superflus, comme le laisse entendre le gouvernement? Certainement pas. Dans des matières où l'on manque d'enseignants, ils sont indispensables (et parmi eux, notamment, 4000 MA d'origine étrangère dont la moitié sans emploi cette année et menacés d'expulsion du fait du nonrenouvellement de leur titre de séjour). Même chose dans les quartiers les plus pauvres. Dans ces zones dites «sensibles» où, plus qu'ailleurs, il faudrait avoir des maîtres qualifiés et nombreux, ce sont souvent aux MA que le ministère recourt pour cacher la misère, au propre comme au figuré.

Mais, tout en ayant un volant de postes précaires, l'État cherche à réduire le nombre de ceux qu'il emploie. Les syndicats dénoncent à juste titre le fait que, d'un côté, il y a au moins 10000 MA non employés (la plupart avec des années d'expérience), tandis que l'Éducation nationale fait pression sur les enseignants titulaires pour qu'ils effectuent des heures supplémentaires. Cela, dans une proportion énorme : selon les syndicats, les 815000 heures supplémentaires budgétisées correspondent à 45 000 postes à temps plein.

Il est scandaleux que l'Éducation nationale, comme le reste de la Fonction publique, alimente le chômage alors qu'il faut, au contraire, y créer des emplois pour répondre à des besoins non satisfaits

P.L.

Dans le monde

Italie

<u>Le Congrès de « Rifondazione »</u> <u>Comunista</u>

BERTINOTTI ET COSSUTTA FONT PASSER LEUR POLITIQUE

Depuis les élections du printemps dernier, le Parti de la Refondation communiste (PRC) italien soutient le gouvernement dit de centregauche qui s'est mis en place sous la direction du démocrate-chrétien Prodi. Prodi mène, sans surprise aucune, la politique d'austérité nécessitée selon lui par la situation. Cela n'a pas empêché le PRC, fraction de l'ancien PC italien qui continue à s'intituler communiste, de persister dans ce soutien à une politique antiouvrière. C'est encore ce qu'il vient de faire au cours de son Congrès, qui s'est tenu à Rome du 12 au 15 décembre.

DEUX MOTIONS EN DISCUSSION

Pour ce congrès, une opposition à cette politique s'était cependant déclarée. Une « première motion » présentée par les deux principaux dirigeants du parti, le président Armando Cossutta et le secrétaire général Fausto Bertinotti, défendait la politique de soutien à Prodi, mais une « seconde motion » demandait que « Rifondazione » — comme on appelle souvent plus brièvement le parti — sorte de la majorité gouvernementale.

C'est en fait au niveau des cercles de base et des congrès provinciaux du parti que tout s'est décidé; en effet les délégués au congrès étaient élus sur la base des voix recueillies par chacune des deux motions et avaient un mandat impératif, c'est-à-dire qu'ils ne pouvaient changer d'avis au cours du congrès. Dans l'ensemble du pays, la motion réclamant la fin du soutien à Prodi a ainsi obtenu 16% des voix, et la motion majoritaire approuvant le soutien au gouvernement en a recueilli 84%.

C'est donc une minorité non négligeable, plutôt plus importante que les prévisions, qui s'est ainsi opposée à la politique de Bertinotti-Cossutta. Elle compte d'ailleurs sans doute plus, parmi les militants actifs du parti, que ces 16% recueillis ne peuvent le laisser penser. «Rifondazione» est un parti d'adhérents, et il semble que les partisans de la « première motion » ne se soient pas faits faute de mobiliser tous les titulaires d'une carte, même sans activité réelle, afin qu'ils se déplacent au moins cette fois et participent au vote, même s'ils n'avaient participé à la discussion, ni à quoi que ce soit d'autre.

« Rifondazione » est un parti composite. On y trouve des militants venus de l'ancien Parti Communiste Italien, mais aussi d'autres venus des anciennes organisations d'extrême-gauche aujourd'hui disparues, telles que Democrazia Proletaria, Lotta Continua et d'autres. La « deuxième motion » s'opposant à la politique de soutien à Prodi était ainsi signée de quatre membres de la direction sortante, dont trois militants venus de

Bertinotti

la section italienne du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale : Franco Grisolia, Marco Ferrando et Livio Maitan.

Dans ceux qui ont voté pour la motion d'opposition, on trouve donc en grande partie ces anciens militants d'extrêmegauche, encore qu'une partie de ceux venus de « Democrazia Proletaria » aient suivi leurs anciens dirigeants qui se sont mis du côté de Bertinotti-Cossutta. On trouve aussi quelques militants venus de l'ancien PC, et aussi de nouveaux adhérents sans expérience politique antérieure.

Et le fait est que, pour bon nombre de militants de « Rifondazione », la politique menée par sa direction passe jusqu'à présent relativement bien.

LE DOUBLE JEU DE BERTINOTTI

Avec une parfaite hypocrisie, la direction de Rifondazione réussit à se donner des airs d'opposition tout en soutenant le gouvernement. Bertinotti proclame ainsi à grand bruit, par exemple, que jamais il ne laissera le gouvernement toucher aux retraites, réduire les dépenses de santé ou s'en prendre aux acquis sociaux. Mais au moment des votes au Parlement, son soutien ne fait jamais défaut à Prodi. Et Bertinotti de justifier sa politique au nom du réalisme, en déclarant qu'en faisant payer le plus cher possible son soutien parlementaire nécessaire à Prodi, il est le meilleur avocat des couches populaires auprès du gouvernement. Il déclare même que cette tactique, en mettant le pied dans la porte du gouvernement pour empêcher qu'il ne la ferme à gauche, permet de l'obliger à entendre les bruits venus des travailleurs...

En fait, ce n'est évidemment pas Prodi qui est l'otage de «Rifondazione», c'est ce parti qui est l'otage volontaire de la majorité de gouvernement parce que celle-ci dispose de moyens de chantage, comme les investitures des candidats de gauche aux prochaines élections; mais c'est un chantage qui ne peut marcher que parce que «Rifondazione» y

Grande-Bretagne

MOINS DE DEUX MILLIONS DE CHÔI MAIS COMBIEN DE STATISTICIENS LIC

Le gouvernement britannique de John Major a annoncé
triomphalement que le nombre
des chômeurs en GrandeBretagne était repassé en dessous de la barre des deux millions pour la première fois
depuis les années 1980. Pour
relativiser les choses, il faut
quand même dire qu'à en croire les associations caritatives
d'aide au SDF, le nombre réel
des chômeurs s'établirait
aujourd'hui à près de cinq millions.

Statistique pour statistique, en voici une autre. Dans un sondage commandité la semaine précédente par un hebdomadaire libéral, l'Observer, à la question « Croyez-vous que les statistiques gouvernementales sur le chômage soient honnêtes? », il y avait eu 2 % de « oui »!

C'est dire que bien peu de gens en Grande-Bretagne se font des illusions sur les déclarations fracassantes de Major quand il s'agit du chômage. C'est que les manipulations des chiffres sont pour ainsi dire officielles. On en est à plus de 30 changements dans les critères définissant officiellement ce qu'est un chômeur. Et bien sûr, chaque changement s'est accompagné d'une chute du

compte officiel, sans que les gouvernements successifs prennent jamais la peine ne serait-ce que de justifier cette cuisine statistique.

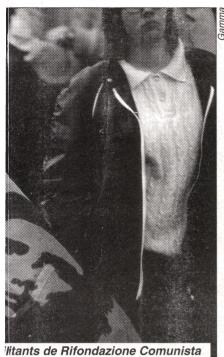
Aujourd'hui, ne sont plus comptés dans les statistiques que les chômeurs qui se sont vu reconnaître le droit de toucher des allocations sociales, ce qui est devenu de plus en plus problématique au cours des dernières années.

Mais en plus, au cours des neuf mois écoulés, de nouvelles restrictions sont venues s'ajouter. Ainsi une partie des chômeurs, pas assez invalides pour avoir droit à l'allocation d'in-

് എന്ന് പ്രക്ഷേഷന് ആരുക്ക് ഉപയോഗ് വിവര്ഷന് നിന്ന് സ്വീസ് ഉത്തിന്റെ ആരുക്ക് ആരുക്ക് വിവര് നിന്ന് നിന്ന് നിന്ന്

validité mais trop pour trouver un emploi se retrouvent sans aucune ressource. Cela représenterait plus de 130 000 personnes qui ont cessé peu à peu, de mois en mois, de figurer sur les comptes du chômage.

Cette tendance va aller en s'aggravant puisque les dernières restrictions, introduites à compter du 1er octobre, ont pour but justement, et cela de façon tout à fait officielle, de supprimer plusieurs dizaines de milliers de chômeurs par mois. Néanmoins ces restrictions ne sont pas encore en application. Pourquoi? Parce que le système informatique hyper-sophis-



its de Anondazione Comunista

est sensible.

Le plus grave dans cette politique, c'est qu'elle démobilise les militants et les travailleurs euxmêmes, avant probablement de les démoraliser à mesure que les conséquences de la politique d'austérité de Prodi se feront sentir dans la classe ouvrière et que le mécontentement de celle-ci augmentera; cependant que la droite de Berlusconi et des néofascistes se met en position d'exploiter ce mécontentement à son profit, et se renforce.

Il est heureux, bien sûr, qu'une opposition à cette politique se soit manifestée au sein de Rifondazione, même si elle est minoritaire et même si elle a de fortes limites politiques car l'accord sur le texte d'opposition s'est fait autour des positions les plus modérées. Mais il serait déterminant qu'une véritable opposition se manifeste, sur des positions révolutionnaires et de classe, pas seulement dans les congrès de « Rifondazione », mais devant l'ensemble de la classe ouvrière.

André FRYS

MEURS? FNCIÉS?

tiqué chargé de le gérer ne marche toujours pas, trois mois après son entrée en fonction. Du coup, le gouvernement a dû reconnaître que 54 000 dossiers de nouveaux chômeurs étaient en souffrance, soit plus de 60 % de la chute officiellement enregistrée le mois dernier, ce qui suffit à faire repasser au chiffre officiel la barre des deux millions.

Pas besoin de gros calculs pour comprendre que les élections ne sont que dans six mois...

François ROULEAU

Pérou

La prise d'otages de Lima

FUJIMORI RÉCOLTE CE QU'IL A SEMÉ

Il y avait plus de 700 personnes à la réception de l'ambassade du Japon à Lima, la capitale du Pérou, lorsque les serveurs-guérilleros ont remplacé leurs plateaux de flûtes de champagne par des mitraillettes dissimulées dans les cadeaux au pied de l'arbre de Noël. Après en avoir libéré 577, les guérilleros en détenaient encore, le 24 décembre, au moins 140, les plus «stratégiques», semble-t-il, puisqu'ils comprenaient 18 ambassadeurs étrangers, deux ministres péruviens, des parlementaires et même le chef de la police antiterroriste! Le président Fujimori n'a dû qu'à un retard de ne pas se retrouver lui-même pris au piège.

Les guérilleros du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) dénonçaient la misère de leur pays, réclamaient la libération de 500 membres de leur mouvement, emprisonnés, dont leur dirigeant Victor Polay Campos, surnommé «le commandant Rolando», capturé en mai 1992. Ils dénoncent aussi la mainmise sur le Pérou des capitaux des pays riches, notamment du Japon. Certains otages, relâchés vendredi 20 décembre, déclarent aussi que les guérilleros chercheraient peutêtre à négocier la fin de la lutte armée dans le cadre d'accords voisins de ceux qui ont pu être négociés au Salvador ou au Guatémala.

FUJIMORI, L'HOMME DU CAPITALISME SAUVAGE...

Si la télévision et les médias se sont apitoyés sur le sort des otages enfermés par les guérilleros et privés d'eau et de téléphone, elle n'a guère expliqué ce qu'a été le «Fujichoc» imposé depuis 1990 par le président Fujimori à la population la plus pauvre.

Selon les estimations, 50% ou 75% des 24 millions d'habitants du Pérou vivent en dessous du seuil de pauvreté, alors que Fujimori, pour justifier sa politique de libéralisation économique, avait promis «la révolution des Andes», c'est-à-dire de réduire la pauvreté de moitié d'ici l'an 2000.

Le Pérou compte l'un des taux de mortalité infantile les plus forts

d'Amérique latine (64 pour mille) et le salaire minimum ne permet de couvrir que la moitié des besoins les plus élémentaires d'une famille de quatre personnes. Mais Fujimori tient plus facilement ses engagements auprès des banquiers impérialistes : en juin dernier, il s'est encore engagé auprès de la Banque mondiale à imposer plus d'austérité...

En 1992, Fujimori a organisé un autogolpe, un coup d'État militaire dirigé apparemment contre lui-même mais qui a fourni le prétexte pour suspendre les garanties constitutionnelles, dissoudre la Chambre des députés et le Sénat et réorganiser le pouvoir judiciaire, et en fait renforcer sa propre dictature.

Il en a profité pour changer de Constitution afin de pouvoir être réélu en 1995. A la suite de quoi, son surnom «El Chino» (Le Chinois, par allusion à ses origines japonaises) est devenu... «Chinochet».

Le régime a remporté des succès contre les guérillas, notamment par l'arrestation des dirigeants du MRTA comme du Sentier Lumineux. Officiellement, il y aurait 8 000 personnes en prison, mais l'armée et la police arrêtent largement, si bien qu'en août dernier ils avaient dû relâcher une centaine de personnes qui n'avaient rien à voir avec la guérilla.

UN RÉGIME USÉ?

Le régime de Fujimori a laissé les coudées franches à l'armée. Ainsi, en 1992, des groupes paramilitaires ont massacré des étudiants et un professeur de l'université de la Cantuta (banlieue est de Lima). Ce crime avait été dénoncé par le général Robles, inquiet de cette dérive du régime de Fujimori (et peut-être candidat à sa succession). Le général avait dû fuir le pays. Pourtant en 1994, les corps calcinés des victimes de la Cantuta étaient retrouvés. Un général et six sous-officiers furent alors condamnés à des peines de prison, mais un an après ils étaient blanchis par une «loi du repentir» qui permet aussi bien de laver les militaires de leurs crimes que d'inciter des guérilleros à se repentir et à livrer leurs ex-frères d'armes.

En 1995, le général Robles, revenu au Pérou, a fait de nouvelles déclarations contre les chefs de l'armée accusés cette fois d'avoir organisé des attentats contre une station de radio. Robles a été mis en arrestation pendant une dizaine de jours. L'intervention d'Amnesty International a amené Fujimori à prendre pour une fois des distances avec l'armée et Robles a été libéré. Il est retourné à l'étranger.

Cette affaire tombe au moment où le régime de Fujimori connaît une certaine usure. Jusqu'à présent,



LE MOUVEMENT— RÉVOLUTIONNAIRE TUPAC AMARU

Le Mouvement Révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA), se réclamant de l'exemple de Fidel Castro et de Che Guevara, est apparu en 1982, à partir d'un regroupement d'anciens du MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire). Plutôt présents dans les villes, ces militants ont essayé de reprendre certaines revendications de l'extrême-gauche péruvienne au moment où celle-ci se délitait.

Ils se présentent aussi comme solidaires des Indiens, d'où leur nom qui fait allusion à un chef indien qui mena un soulèvement contre les Espagnols en 1780. Plutôt actifs dans les facultés et dans les bidonvilles de la capitale

Le Mouvement Révotionnaire Tupac Amaru rence avec le Sentier IRTA), se réclamant de xemple de Fidel Castro et Che Guevara, est apparu en du Pérou, ils étaient en concurrence avec le Sentier Lumineux, plus nombreux et plutôt implanté dans les campagnes.

L'actuel dirigeant du MRTA, Nesto Cerpa Cartolini, dit le commandant Evaristo, qui dirigerait l'opération en cours, est un ancien dirigeant syndical.

Le MRTA avait réussi en 1990 l'évasion en masse de cinquante emprisonnés. Ceux-ci s'étaient échappés d'un pénitencier après avoir creusé un tunnel de 300 mètres. Le mouvement a toujours privilégié les actions spectaculaires, notamment en faisant sauter des symboles de l'impérialisme américain.

J.F.

il s'est servi de ses succès contre la guérilla pour apparaître comme le sauveur providentiel et préparer une nouvelle réélection. Il avait même déclaré au Parlement qu'il entendait considérer son deuxième mandat comme étant le premier puisqu'entre le premier et deuxième mandat, il avait changé la Constitution!

Fujimori a donc choisi de continuer à afficher la fermeté, et de dire non aux revendications des guérilleros. De leur côté, ses tuteurs impérialistes, comme les États-Unis et le Japon, préfèreraient éviter un bain de sang et semblent exercer sur Fujimori des pressions dans ce sens.

Comme bien des mouvements

de guérilla qu'a connus l'Amérique latine, le mouvement Tupac Amaru cherche malheureusement à remplacer la lutte des masses par ses propres actions. Celle-ci est de grande ampleur et si elle réussit, il est vrai que le régime de Fujimori pourrait en être affaibli. On ne peut que le souhaiter. Mais ce ne serait une réelle victoire pour les masses pauvres du Pérou que si celles-ci intervenaient elles-mêmes sur la scène politique pour imposer leurs exigences, sans s'en remettre à des guérilleros-zorros, aussi spectaculaires que puissent être leurs actions.

Jacques FONTENOY

Enseignement



Quatre ans après la scission syndicale dans l'Éducation nationale

LE SUCCÈS E LA FSU

Quatre ans après la scission de la FEN (Fédération de l'Éducation nationale) qui donna naissance à deux syndicats concurrents, la FEN et la FSU, c'est la FSU qui vient de l'emporter aux élections professionnelles chez les instituteurs.

Bien que les étiquettes n'aient pas grande signification, elles servent quand même de repères historiques. Disons que la FEN, juste après scission, constituait plutôt un appareil de tendance social-démocrate et était solidement implantée sé, la FEN représentait une viennent de le prouver, ce chez les instituteurs, alors que la FSU, implantée dans l'enseignement secondaire et le supérieur, regroupait, elle, plutôt les militants enseignants de tendance PCF et extrême-gauche.

La scission était alors présentée comme une manœuvre réussie de la FEN pour se séparer de militants trop marqués politiquement et qui risquaient de prendre la majorité. Bien des commentateurs disaient qu'à terme, cette opération visait à faciliter une recomposition L'opération de scission de

FEN jouerait un rôle charnière et dont l'objectif était la marginalisation de la CGT et des syndicats dits « communistes ».

La FEN, longtemps syndicat unitaire dans l'Éducation nationale (avec droit de tendance), ayant résisté dans les années 1947/1948 à l'éclatement entre FO et CGT qui marquait alors le mouvement ouvrier, avait vu au fil des ans des tendances naître, d'autres se figer, chaque tendance importante comptant ses bastions et son appareil, le tout dans un fonctionnement formellement démocratique mais en fait très bureaucratique. Mais comme le milieu enseignant est un milieu très syndicali- élections professionnelles force certes, nettement plus disposée à la concertation qu'à la contestation, mais qui comptait dans le paysage syndical.

Depuis, beaucoup de choses se sont passées. La gauche social-démocrate n'est plus ni au gouvernement ni à la présidence.

Et voilà qu'aujourd'hui, dans son fief, celui des instituteurs (appelés désormais « professeurs des écoles »), la FEN vient de se faire largement doubler par la FSU. syndicale dans laquelle la 1992 se retourne donc contre

elle et l'objectif de la recomposition syndicale vieux monstre du Lock Ness s'éloigne.

Le*Monde* du 20 décembre expliquait en partie cette situation par la composition plus jeune de la FSU, son activité militante plus intense et par le fait que la FSU a su, lors des grèves de la fonction publique de novembre-décembre 1995, tenir sa place et se lier aux autres centrales ouvrières.

Bien sûr, il y a une différence de taille entre l'engagement politico-syndical des militants de l'Éducation nationale et l'apparent désintérêt manifesté par beaucoup d'enseignants mais, et les désintérêt est plus superficiel qu'il n'y paraît et les militants ne sont pas isolés. De là à penser que cette situation va pousser la FEN comme la FSU dans la voie d'une plus grande combativité, il y a bien sûr un pas, un très grand pas. C'est sans doute d'abord une lutte d'appareils qui va se poursuivre. Mais du fait de cette compétition, les enseignants qui veulent vraiment changer les choses auront peut-être une chance d'être mieux entendus par leur organisation syndicale.

les entreprises

Delphi General Motors Villeron - Val-d'Oise

UNE COLERE QUI MONTE

L'usine des freins Delphi (General Motors), qui était située à Gennevilliers (Hautsde-Seine) et qui rassemblait 570 personnes, est désormais presque entièrement transférée à Villeron, dans le Vald'Oise, puisqu'il ne reste plus que 150 travailleurs à Gennevilliers qui vont rejoindre la nouvelle usine début janvier.

Ce transfert se traduit pour la direction par de substantielles économies (10 millions de francs de taxe professionnelle en moins) et par la réalisation d'une opération immobilière juteuse malgré la conjoncture. Mais surtout Delphi a choisi d'en profiter pour augmenter sa productivité et rationaliser sa production sur un site neuf. Celle-ci y a été conçue sur le principe des « cellules », unités de travail très flexibles en fonction des volumes de production, avec un minimum d'automatisation pour réduire les investissements. Cela a des conséquences néfastes pour les ouvriers.

Dans l'immédiat ce type d'organisation du travail provoque l'entassement des ouvriers qui sont coincés entre les machines avec des risques d'accidents graves et une pression importante sur les cadences. Et bien sûr le système ne peut marcher qu'avec un volant de main-d'œuvre précaire qui permet d'adapter les effectifs aux volumes des demandes d'Opel qui est le principal « client ». Enfin, pour couronner l'édifice, la direction de Delphi a décidé de supprimer les trois pauses de dix minutes en vigueur à Gennevilliers. L'horaire total de travail avait tout de même été réduit de 12 minutes payées par jour, mais pour les travailleurs cela ne compense pas les pauses perdues et l'escroquerie n'est pas passée. D'autant plus que pour faire marcher l'usine, certains chefs se sont transformés en gardes-

chiourmes, faisant pression pour que les travailleurs s'absentent moins de trois minutes, y compris pour satisfaire leurs besoins naturels.

Alors depuis septembre la colère et l'écœurement n'ont cessé de croître à Villeron. Pendant longtemps le faible nombre de travailleurs présents, la désorganisation syndicale et la pression des chefs ont empêché les réactions. Mais cela vient de changer.

Le syndicat CGT majoritaire chez les ouvriers a lancé une pétition sur Gennevilliers et Villeron, protestant contre la suppression des pauses et l'aggravation des conditions de travail. Cette pétition, qui a circulé avec l'aide de militants FO et CFTC, a été signée par plus de 300 travailleurs, soit la quasi-totalité des opérateurs et une majorité importante des professionnels des deux sites.

Lorsque le mardi 17 décembre, la CGT avec des militants d'autres syndicats organisa une assemblée dans l'équipe du matin et la normale, c'est la quasi-totalité des ouvriers présents qui se sont réunis. Et 70 travailleurs ont décidé d'accompagner les délégués pour la porter à la direction. L'ambiance était chaude.

La direction a compris le message et a immédiatement donné des consignes aux chefs pour qu'ils se montrent plus coulants. Elle a aussi envoyé des émissaires de bons offices dans les secteurs. Lors des réunions de fin de semaine avec les syndicats elle a adopté un profil bas et a proposé de revoir sa politique.

Mais elle n'est pas revenue en arrière sur les pauses et les travailleurs, qui restent méfiants, ont fait savoir aux envoyés de la direction qu'ils tenaient à leurs revendications et en particulier au rétablissement des pauses.

L'usine va être partiellement en sommeil pendant dix jours. Mais beaucoup de travailleurs se disent prêts à remettre la pression à la rentrée.

Correspondant LO

Dans les entreprises

LE FEUILLETON Thomson **CONTINUE...** LES MENACES CONTRE LES TRAVAILLEURS AUSSI



Le gouvernement a décidé, après la remise en cause par la commission de privatisation de la vente de Thomson à Lagardère, de vendre le groupe par «appartements» c'est-à-dire par filiales.

Thomson Multimédia ne va donc pas être rétrocédé à la firme coréenne Daewoo, pour le moment en tout cas, puisque la privatisation de la partie multimédia est renvoyée à des jours meilleurs... après un plan de redressement. Ce qui signifie que les travailleurs de Thomson Multimédia vont sans doute se voir demander dans quelque temps d'accepter licenciements et «sacrifices» divers en échange de la satisfaction provisoire de ne pas avoir été «vendus» à Daewoo... Encore que ce dernier n'ait pas abandonné toute prétention!

Quant à Thomson-CSF, la filiale spécialisée dans le militaire, elle serait privatisée début janvier. Outre Matra et Alcatel, les firmes Aérospatiale et Dassault, en instance de fusion, se sont déclarées prêtes à déposer une «offre de rachat». Bref, Thomson-CSF suscite bien des convoitises... Mais le problème semble être qu'aucun de ceux qui aimeraient bien disposer de Thomson-CSF, parce que cela permettrait à l'acquéreur de faire bonne figure sur le marché international des avions de com-

bat en particulier, n'a les moyens de l'acheter! La valeur de Thomson-CSF serait en effet estimée de 19 à 25 milliards de francs... une somme bien au-dessus des moyens de Matra ou d'Alcatel, qui «pèseraient» chacun quatre à cinq fois moins..., et sans doute aussi des autres.

On est loin du 1F proposé par Lagardère et Juppé pour le rachat de Thomson, et de la petite phrase de Juppé «Thomson cela ne vaut rien». L'un et l'autre prétendaient à l'époque que Thomson était vendu à «un prix modéré» au groupe Lagardère car il débarrassait l'État de Thomson Multimédia, lourendetté... manifestement leurs comptes n'étaient pas bons même si l'on côté Thomson-CSF pesant au moins 19 milliards et une recapitalisation de 11 milliards de la part de l'État, soit 30 milliards au total, et d'un autre côté des dettes s'élevant au maximum à 25 milliards de francs; c'était un cadeau de 5 milliards de francs au minimum que le gouvernement faisait à Lagardère.

En fait, ce que Lagardère voulait acheter, s'étaient le poids, les technologies et la capacité de production d'une grande entreprise de l'électronique militaire, grâce auxquels son groupe aurait pu devenir un des leaders mondiaux de l'aviation militaire. Mais les groupes concurrents ne l'entendaient pas de cette oreille et ont sans doute mis tout leur poids pour faire capoter l'affaire.

La presse s'interroge mainte-

nant sur les modalités de la privatisation future, de gré à gré ou par offre publique de vente, et sur les mérites comparés des «mariages» possibles: mariage entre fabricant d'avions militaires et groupe électronicien concevant les systèmes d'armement (avec comme «bébé» la capacité de vendre des avions de combat «tout équipés»); ou mariage de groupes s'occupant du matériel d'équipement de ces avions de combat; ou encore mariage entre groupe axé sur le «civil» et groupe axé sur le «militaire». On nous dit qu'il s'agit là de «logique industrielle».

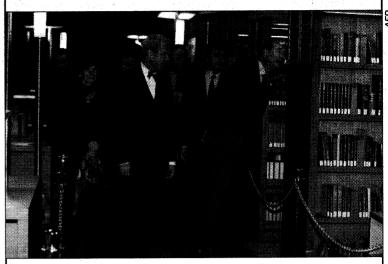
Mais c'est bien de concurrence entre grands groupes capitalistes dont il s'agit, de concurrence sur le plan international comme de s'en tient à leurs chiffres : avec d'un concurrence des groupes « français» entre eux.

Et quelle que soit «la logique industrielle» qui prétendument triomphe, quel que soit le repreneur de Thomson-CSF, il ne faudra pas longtemps pour que celuiessaie d'imposer aux travailleurs de cette entreprise, pourtant dite «en bonne santé», des restructurations avec des licenciements à la clé.

Quel que soit le mariage concocté, et même s'il s'agissait d'un mariage entre groupes «bien français» - mais qu'est ce que cela peut bien signifier? - les travailleurs de ces entreprises ne seront pas à la noce. Raison de plus pour qu'ils troublent, dès à présent, la cérémonie en mettant les pieds dans le plat!

Sylvie FRIEDMAN

L'ouverture au public de la «grande» bibliothèque



UNE BELLE VITRINE, PEUT-ÊTRE, MAIS PAS SOCIALE **EN TOUT CAS**

La Bibliothèque nationale de France a ouvert ses portes au public le 20 décembre, après avoir été inaugurée le 17 par Chirac.

Si on ne peut que se réjouir de la construction de cette nouvelle bibliothèque ouverte au public (1700 places de lecteurs), elle a quand même coûté 8 milliards de francs. Il est vrai que, comme tient à le faire remarquer son président, cela ne représente qu'un tiers d'un sousmarin nucléaire.

1700 places ouvertes au public, alors que seuls les chercheurs avaient accès à la vieille Bibliothèque nationale, c'est un progrès, mais on ne peut que regretter que son accès soit payant : 20 F l'entrée, sans compter avec l'entrée aux petits revenus et surtout pour ceux qui n'ont pas l'habitude d'utiliser une bibliothèque (car il y a un abonnement à l'année de 200 F et 100 F pour les étudiants).

Mais ce qu'il y a de plus particulièrement choquant, c'est la précarité de l'emploi pour une bonne partie du personnel. En effet, sur 2544 employés et cadres que nous sommes, plus de 800 sont en contrat à durée

déterminée (contractuelles, vacataires, CES et CEC). Pour l'ouverture, par exemple, la direction doit embaucher 120 vacataires pour travailler la semaine et le week-end pour une durée de 8 à 10h de travail par semaine. Ces emplois s'adresseraient paraît-il plus particulièrement aux étudiants, mais quand on connaît la situation de l'emploi aujourd'hui, on sait que bien des chômeurs seront intéressés, et la direction le sait aussi. Les emplois à temps partiel, et même très partiel, se multiplient avec des salaires de misère.

Quant aux autres travailleurs, ceux qui travaillaient déjà à la Bibliothèque, les conditions de travail ne vont pas s'améliorer pour eux. La expositions. On sait bien Bibliothèque va ouvrir le que cela sera un obstacle dimanche, tant mieux pour pour tous ceux qui ont de le public, mais pour le personnel cela représentera une indemnité de 385F par dimanche, ce qui n'est pas cher payé. Les 120 nouveaux arrivés, eux, en seront exclus. Pour les autres contrats à durée déterminé, on ne le sait toujours pas... La nouvelle Bibliothèque de France est peut-être « grande » mais elle fait plutôt dans le mesquin... •

Correspondant LO

L'EAU PURE VAUT DE L'OR

Les factures d'eau vont continuer à augmenter - continuer, car elles ont déjà augmenté d'environ 9% par an depuis 1991. Cela devrait donc se poursuivre, au rythme de 5% d'augmentation par an jusqu'en 2001 (après, ça reste à voir).

L'annonce a été faite conjointement par la ministre de l'Environnement et le ministre chargé de la Consommation. En effet, on nous affirme qu'il y a beaucoup d'investissements à faire pour l'épuration et la dépollution des eaux, l'entretien des rivières, etc., ce qui justifierait une forte augmentation du prix de l'eau.

Sans aucun doute, les eaux ont bien besoin d'être assainies. De nombreuses affaires ont montré, par exemple en Bretagne, que la pollution par les nitrates ou les pesticides, conséquences de l'agriculture industrielle, mais aussi les dégâts dus aux industriels pollueurs, à leurs déchets notamment, ont pris des proportions importantes. Si bien que le traitement des eaux usées, les travaux d'assainissement, etc., réclament des moyens de plus en plus lourds.

Mais pourquoi les usagers devraient-ils nécessairement voir répercuter ces coûts-là sur leur facture? Ils n'en sont nullement responsables. C'est le fonctionnement du système capitaliste – la loi du profit – qui entraîne la plus grande par-



tie de ces pollutions. Les capitalistes ne connaissent que les profits à faire. Quant aux coûts pour la santé de la population et aux atteintes portées à notre environnement, ils s'en déchargent sur l'ensemble de la société et s'en lavent les mains.

Il faut savoir, en outre, que si la dépollution est de plus en plus coûteuse, c'est qu'elle est aussi elle-même une industrie capitaliste, qui rapporte du profit à... la Générale et la Lyonnaise des eaux, en particulier.

Celles-ci profitent donc aux deux bouts de la chaîne. Car, dans un grand nombre de communes et surtout dans les grandes villes, elles se sont fait attribuer la gestion de la distribution de l'eau potable. Globalement, elles font payer l'eau entre 16% et 20%

plus cher que lorsque la distribution est assurée en régie communale. Plusieurs villes tentent, en raison de ces tarifs, de rediscuter les termes de leurs contrats avec ces sociétés privées concessionnaires, mais lorsqu'il s'agit de sociétés puissantes comme la Générale des eaux, la Lyonnaise des eaux ou Bouygues, la partie est le plus souvent inégale.

Pourtant, c'est un service public général de l'eau potable qui s'imposerait. Un service de base aussi indispensable ne devrait pas servir de support à l'accumulation de profits privés. Mais, dans cette société, il n'y a plus grand-chose qui parvienne à rester soustrait à la soif de profits des capitalistes...

C. L.G.

NUL N'EST CENSE IGNORER LES LOYERS En économisant sur

Un huissier a réclamé 423 000 F au sieur Juppé Alain logeant à l'hôtel Matignon. L'occupant était absent mais l'huissier n'a ni forcé la porte ni jeté le mobilier dans la rue : on n'est pas dans une cité

Pourtant, une association de contribuables parisiens réclame à Juppé le minimum de ce qu'il a gagné en occupant pendant des années un logement chic de la Ville au loyer sous-évalué. Pour faire cesser le scandale, Juppé a dû déménager (pour Matignon), mais la Ville a renoncé à récupérer cet arriéré : c'est tellement plus simple de puiser dans les impôts locaux!



DASSAULT **VOLE BAS**

Les gardes-chasse de la le droit illimité de chasse... forêt de Rambouillet ont capturé un drôle de gibier : Serge Dassault en personne, en train de braconner, ou plus exactement de chasser «à l'aide de moyens prohibés». Dassault ne posait certes pas des collets, mais il tirait princièrement le gibier, debout à l'arrière de son 4 x 4, conduit par un chauffeur. Or c'est interdit. Et ajoutons que, depuis la Révolution française, les «Grands» n'ont plus

Autre changement depuis la Révolution française, Dassault n'aura pas la tête coupée : on lui a seulement confisqué son 4x4 et il aura probablement une amende. On s'étonne quand même de la pauvreté des moyens du constructeur d'avions : pas de viseur au laser, pas de missile sol-sol, pas même de radar. Pourtant cela lui aurait au moins permis de repérer... les gardes-chasse.

RESTOS DU CŒUR, **L'OUVERTURE**

A l'entrée de l'hiver, les restos du cœur une fois de plus ouvrent leurs portes et vont probablement servir davantage encore de repas que par le passé. Leur activité repose toujours sur le bénévolat. Heureusement qu'il ne faut pas compter sur les autorités : au on se trouve donc écarté! lieu d'aider à soulager la misère, elles versent des subventions, comme tous les pays de l'Union européenne, pour limiter la production laitière, maintenir des jachères, etc. C'est-àdire limiter la production de nourriture!

Mais le plus grave est que la politique gouvernementale d'aide tous azimuts au patronat favorise le chômage. Pendant que la charité publique essaie désespérément de soulager la misère, à l'autre bout de la chaîne le patronat, soutenu par le gouvernement, fabrique des chômeurs et des «exclus».

En outre, pour avoir accès aux restos du cœur, les conditions deviennent plus difficiles: il faut s'inscrire auprès d'un centre, justifier de son identité, de son peu de ressources, et fournir un avis de non imposition. Du moins, c'est la règle en banlieue parisienne : dès qu'on n'est pas tout à fait assez pauvre,

On en est là : les restos du cœur en sont à sélectionner ceux qui pourront manger dans des abris de fortune aux frais de la charité publique!

Tout ceci n'empêchera pas les plus riches de se payer des réveillons à plusieurs milliers de francs la soirée... payés peutêtre, dans une certaine mesure, par les aides de l'Etat.

L'ARMÉE PAS (KÉRO) SÉNÉE

Le 16 décembre, l'étatmajor de l'armée de l'air a arrêté tous ses vols d'entraînement. Faute de kérosène, et en fait d'argent pour en commander.

La presse, informée par l'état-major, a publié la nouvelle et l'on se demande ce que fait la sécurité militaire : des hauts gradés et des journalistes informant «l'ennemi» qui, bien sûr, n'attend que cela, on frise la A.V. | haute trahison... ou plutôt la

grosse rigolade. Parce que la «fuite» organisée en haut lieu – et ce n'est pas la première fois - est surtout destinée à faire pression sur les députés et les ministres, au moment où l'on met la dernière main à la préparation du Budget 1997.

Pensez donc, l'armée de l'air n'a claqué «que» un peu plus d'un milliard de francs en carburant cette année. Cela représente environ 20F d'impôts par habitant, enfants compris, de ce pays, et les «gonfleurs d'hélices» comme on les appelle en jargon militaire, aimeraient bien que les députés «gonflent» un peu ce qu'ils reverseront de nos poches dans les leurs.

Même si le Budget est officiellement, bouclé, ce qu'on appelle le collectif budgétaire les rallonges de dépenses décidées après coup et dont personne ne parle – devrait y pourvoir... La Défense, comme chacun sait, c'est sacré... ment cher!

LE BETISIER DE BB

en avril dernier, dans Le Figaro, que «la France (était) envahie par une surpopulation étrangère, notamment musulmane, à qui nous faisons allégeance». BB n'aime pas les musulmans, mais elle adore les animaux. Comme c'est chou... C'est d'ailleurs pour cela qu'elle n'aime pas les Arabes, explique-t-elle, parce que ceux-

Brigitte Bardot s'indignait ci lors de la fête rituelle de aucune discrimination entre un l'Aïd-El-Kebir, égorgent des moutons. Ce sont ces propos qui lui valent d'être poursuivie «pour provocation à la haine raciale».

BB (pour Bardot Brigitte et pas, comme on pourrait le penser, pour Bête et Bornée) affirme avec cet aplomb que confère l'imbécillité, qu'elle n'est pas raciste (c'est vrai qu'elle ne fait meilleurs rôles.

épagneul breton et un setter irlandais), et qu'elle ignorait que de tels propos étaient passibles de la loi. C'est vrai aussi que comme ni la loi ni la Constitution n'interdisent formellement aux (bons) Français d'être bêtes, l'actrice ne pouvait en effet savoir...

Bardot fait l'âne... Un de ses



<u>Île de la</u> Réunion

PETITS PATRONS, **GRANDS EXPLOI-TEURS!**

Je suis vendeuse dans un magasin de prêt-à-porter, une entreprise familiale d'une dizaine d'employés, dont plusieurs stagiaires.

Cela fait quinze ans que j'y travaille, d'autres y sont depuis plus de vingt ans.

Nous sommes payés moins que le SMIC. Les retards, même de quelques minutes, sont souvent commentés, les absences sont toujours mal venues. Pour ce qui est des congés annuels, c'est le patron qui décide qui doit partir et quand. Les heures supplémentaires ne sont pas toujours payées, et quand elles le sont, elles ne figurent jamais sur les fiches de paie.

À titre d'exemple, récemment, de la mi-octobre à la minovembre, il y a eu des semaines commerciales (ou de braderie), successivement dans plusieurs villes. J'ai eu le «privilège» de toutes les faire, sous prétexte que j'attire les clients! J'ai travaillé ainsi pendant pratiquement trois semaines, weekends et jours fériés compris, dont 12 jours d'affilée.

Il nous fallait (en certains endroits j'étais avec des collègues) être à pied d'œuvre dès 7h30. Le soir, nous quittions à 18h30, voire 19h30. Au diable la vie de famille! Les seuls avantages que nous pouvions tirer de ces jours étaient de ne pas être toujours enfermées comme ordinairement.

En revanche, le patron, lui, en a tiré de juteux profits! Le week-end, il se faisait jusqu'à 10 et 15000 francs par jour et par site.

Mais nous, nous n'avons pas encore touché un centime, hormis nos paies habituelles. Le patron ne se presse pas. Mais cela ne l'a pas empêché de nous annoncer que nous travaillerons le 20 décembre, jour férié à la Réunion, parce que jour anniversaire de l'abolition de l'esclavage!

(Île de la Réunion)

V. C.

oo ooo ooo oo Voir oo ooo ooo oo

Microcosmos, le peuple de l'herbe

de Claude Nuridsanny et Marie Perennou

Comme l'indique le titre du film, c'est dans le microcosme animal qui vit dans les herbes, sur les feuilles ou les tiges des arbres que nous font pénétrer les auteurs et réalisateurs de Microcosmos, connus depuis des années par les amateurs du genre pour leurs albums de photos sur les insectes.

C'est toute une plongée dans un univers d'insectes et autres invertébrés, qui vit à une tout autre échelle que la nôtre, et qui passe inaperçu aux bipèdes que nous sommes, dressés en altitude, sur nos jambes, au-dessus de ce monde-là.

Les réalisateurs ont choisi de montrer les choses plutôt que de les expliquer et seule la musique vient ponctuer les images, souvent saisissantes. On découvre que ce monde-là est

aussi fait de relations complexes et variées entre les espèces, comme le montre la séquence du repas de pucerons d'une coccinelle, chassée à son tour par les fourmis qui, elles, boivent le «miellat» formé par les pucerons en question en aspirant la sève des tiges; ou encore celle des amours lascives d'un couple d'escargots, hermaphrodites. On partage avec les fourmis la terreur qu'on leur attribue lorsqu'un faisan, à coups de bec, vient dévaster la fourmilière et prend soudain l'allure d'une sorte de terrible dinosaure (... dont descendraient d'ailleurs les Oiseaux selon l'opinion actuelle de nombreux spécialistes de l'évolution).

Bien sûr, des explications manqueront à beaucoup et il restera l'envie de lire pour en exemple pourquoi les insectes, dont les premières espèces terrestres sont apparues il y a quelque 400 millions d'années au moins (bien avant les premiers Vertébrés), sont le groupe animal qui a formé le plus d'espèces différentes (près d'un million dénombrées aujourd'hui contre moins de 20 000 pour les Oiseaux par exemple). Ils ont produit, au cours de l'évolution des espèces, des variations morphologiques nombreuses. Leur appareil buccal par exemple, permet aux insectes, selon le cas, de broyer leurs aliments (comme les sauterelles), ou de lécher (comme les papillons ou les abeilles), ou de piquer (comme les moustiques, les pucerons ou les punaises), ou

savoir plus. Pour savoir par encore d'éponger les gouttelettes nutritives (comme les mouches). Les adaptations de leur appareil de locomotion sont elles aussi très variées : les ailes antérieures des scarabées sont transformées en carapaces protectrices, celles des papillons sont des ailes de planeur, deux pattes de sauterelle sont adaptées au saut, tandis que les «araignées» d'eau ont des pattes natatoires, etc.

Alors, à ceux qui après le film voudraient poursuivre l'exploration, on peut conseiller par exemple Le peuple des insectes aux éditions Les yeux de la découverte/Gallimard (prix 90F environ) ou La planète des insectes des auteurs du film, édité il y a plus de 10 ans.

Guy LABRAUD

Salut cousin

Le réalisateur de Bab-El-Oued City, obligé maintenant de résider en France à cause des menaces intégristes, raconte dans Salut cousin, une comédie, la vie pas si drôle que cela de deux jeunes Algériens en France.

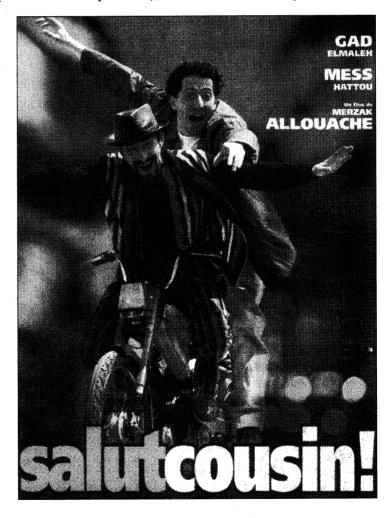
L'un d'eux, immigré de la «deuxième génération» et parisien jusqu'au bout des ongles, partage les rêves de nombreux jeunes. Persuadé que la gloire l'attend comme chanteur de rap (il a adapté... une fable de La Fontaine!), il reçoit la visite impromptue d'un cousin d'Algérie, venu en France pour raison de boulot. Il s'occupe de «trabendo», c'est-à-dire de petits trafics entre Paris ou Marseille et Alger, en ramenant des produits introuvables là-bas pour les revendre à «bon» prix, souvent pour le compte d'un patron-inter-

de Merzak **Allouache**

médiaire qui ramasse la mise.

Quelques déboires forcent le cousin à rester quelque temps à Paris... et c'est ce séjour, qui ne va pas sans problèmes ni quiproquos, que raconte M. Allouache. Le cinéaste montre le jeune algérien fasciné par ce qui lui est refusé en Algérie, la liberté d'agir, de regarder, de toucher, d'aimer, tout en restant assez lucide sur le sort de son cousin en France. Il évoque aussi par petites touches la situation en Algérie, et en France d'où le cousin «parisien» est expulsé, manu militari et sans beaucoup de bagages, vers on ne sait quelle destination...

Un film sans prétention et attachant.



Entreprises

Dunkerque

LES CINQ JOURS DE GRÈVE DES TRANSPORTS EN COMMUN

porté que les 165 chauffeurs de bus de Dunkerque avaient, après cinq jours de grève, obtenu la semaine de 34h et une vingtaine d'embauches.

En fait, ces mesures qui devraient entrer en application le 1^{er} septembre 1997 sont liées à la mise en place de la loi Robien, comme le dit l'accord

La presse a largement rap- signé le samedi 21 décembre par les représentants syndicaux CGT et CFDT.

> La «Société des transports de Dunkerque et extensions» est une filiale de la richissime Compagnie Générale des Eaux (CGE). Elle aura droit ainsi à d'importantes exonérations de «charges sociales» payées par l'État.

rémunérations, la direction déclare qu'elle fera son possible pour s'en approcher. Une nouvelle organisation du travail par l'aménagement du temps de travail doit aussi permettre des gains de productivité...

Alors, dans cet accord de fin de grève, il est probable

Quant au maintien des que les patrons s'en tirent à très bon compte. Et d'ici septembre 1997, les chauffeurs devront maintenir la pression suffisante pour que les embauches se concrétisent et que leurs conditions de travail et de salaire ne se dégradent pas.

Correspondant LO

Politiciens

ORRUPTION -GANGRENE RPR et les affaires

Le RPR fait l'objet depuis trois semaines d'une cascade d'affaires qui jettent une lumière crue sur les mécanismes de financement occulte du parti de Chirac et Juppé! Certaines de ces affaires mettent d'ailleurs en cause des personnalités de la majorité proche de Chirac pendant les vingt dernières années à la mairie de Paris.

En effet, à peine le RPR avait-il soufflé les bougies de ses 20 ans, que des membres du parti du président ont été mis en examen pour des affaires qui relèvent toutes du financement occulte de ce parti. De quoi semer un peu d'inquiétude au sein du clan Chirac.

Il y a des mois que les magistrats s'intéressent à Madame Casetta, surnommée «la Cassette» dans les milieux du RPR, surnom qui découle de ses fonctions de trésorière occulte, «un secret de polichinelle», disent ses amis politiques. Elle avait pour fonction de réunir les sommes d'argent nécessaires au grand train de vie de ce parti, en biaisant bien entendu avec la loi, puisqu'elle recevait des dessous-de-table versés par des entreprises.

Il y a plus de deux ans, des magistrats étaient sur la trace de faux-facturiers professionnels, c'est-à-dire des entreprises qui

fabriquent contre argent des fausses factures qui peuvent aussi bien servir à encaisser des remboursements de TVA qu'à masquer dans des comptabilités des détour-

nements d'argent au profit des caisses d'un parti politique.

Ces magistrats sont tombés sur «la Cassette», mise sur la sellette par le témoignage d'un entrepreneur du bâtiment, qui leur a raconté qu'il devait payer des commissions au RPR pour obtenir des marchés.

Cette dame Casetta a été mise

quelle désinvolture un parti poli-

ticien comme le RPR peut disposer des deniers publics ou privés pour ses activités, légalement ou pas. Il n'est, bien sûr, pas le seul à pratiquer de la sorte, mais cela donne une idée de la manière dont se rémunèrent les politiciens et même de comment se fabrique un prési-

dent dans cette prétendue démocratie. Et, pendant que ces genslà dépensent pour eux sans compter, ils ne sont pas gênés de tailler dans les services sociaux, les services publics et d'inviter les plus démunis à se serrer la ceinture.

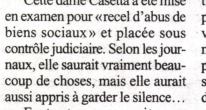
Jacques FONTENOY

Xavier Dugoin,

Conseil général

de l'Essonne.

devant le



En tout cas, on voit avec

Mme Tiberi décroche le Goncourt du rapport..

M^{me} Tiberi avait minimisé l'affaire du rapport de 36 pages qui lui avait été payé 200 000 F, soit plus de 5 500F la page... recopiée à la va-vite dans d'autres livres. Cette affaire avait été révélée dès le 18 juillet. Mme Tiberi vient seulement d'être mise en examen pour «recel de détournement de fonds publics». Les fonds provenaient du Conseil général de l'Essonne.

Les efforts de deux ministres, Debré et Toubon, n'ayant pas suffi pour étouffer cette affaire, le président du Conseil général de l'Essonne, le RPR Dugoin, employeur d'occasion de Mme Tiberi, a été également mis en examen pour «abus de confiance» et «détournements de fonds publics».

Mauvais joueur, Dugoin a mouillé non seulement Mme Tiberi mais également son mari, qu'il dit avoir rencontré à plusieurs reprises pour étudier les possibilités de collaboration de Madame. Il a tenu à préciser que le montant de son salaire avait été déterminé «en accord» avec Tiberi.

Convoquée par un juge d'Évry, Mme Tiberi a renvoyé le boomerang à Dugoin en niant que son mari ait décidé son salaire. Quant au clan RPR local, il bat froid Dugoin désormais, tandis que ses proches au Conseil de l'Essonne, eux, étaient mis en cause pour les liens qu'ils entretenaient notamment avec un entrepreneur de travaux publics, qui aurait versé là encore des salaires fictifs à plusieurs collaborateurs de Dugoin.

Ainsi la directrice adjointe du cabinet de Dugoin, Marie Beca, a

été mise en examen pour abus de enfants avaient l'habitude de voyabiens sociaux et écrouée à la maison d'arrêt des femmes de Fleury-Mérogis. De même a été mis en examen pour recel d'abus de biens sociaux, corruption et trafic d'influence un de ses proches, le RPR Jean-Louis Campredon. Enfin, le député-maire RPR d'Etampes, Frank Marlin, devrait être entendu par la justice d'ici quelque temps.

Dugoin serait aussi l'auteur d'un «manuel de corruption» rédigé à l'intention des élus du département sur l'art et la manière de faire atterrir une partie de l'argent des entreprises dans les caisses de leur parti, en échange de marchés publics. Enfin, sa femme aurait perçu des salaires de complaisance, en même temps qu'elle et ses

ger aux frais du Conseil général et, donc, des contribuables.

Beca, Campredon, Dugoin, «la Cassette», les Tiberi, les fusibles se multiplient dans ces affaires de corruption qui pourraient remonter jusqu'à l'actuel locataire de l'Elysée, le premier informé, à n'en pas douter, des mille et une astuces qui ont permis au RPR, pendant vingt ans, de se procurer ainsi des fonds dans toute la région parisienne. Et, au cas où les fusibles fondraient trop vite, pour protéger l'Élysée, les pompiers du ministère de la Justice ou de l'Intérieur sont prêts à faire du zèle pour étouffer tout feu couvant à la mairie de Paris.

J.F.

Insécurité aérienne

nal américain, le Herald Tribune, revenait sur l'avantdernière grande catastrophe aérienne survenue aux États-Unis : celle du DC-9 de la compagnie ValuJet, en mai dernier au-dessus de la Floride.

La commission, qui a enquêté sur un accident ayant coûté la vie à 110 personnes, estime que ce drame aurait pu être évité si l'appareil avait été équipé de détecteurs de fumée

la FAA (fédération américaine de l'aviation civile) a déclaré qu'elle allait demander que l'on équipe les 2800 avions commerciaux qui ne disposent pas encore de tels détecteurs et d'extincteurs. Eh oui, il y en a autant, même aux États-Unis!

Si, pour 1997, les principales compagnies américaines ont décidé de procéder à des équipements que l'on pourrait considérer comme un miniaux États-Unis, comme ailleurs.

Comme dans le cas de l'accident du Boeing de la TWA, cet été au large de New York, ce n'est qu'après-coup que l'on apprend que, généralement pour des raisons de gros sous. l'on n'a pas pris les mesures de sécurité qui s'imposaient. Et cela, alors que les risques étaient connus et avaient déjà provoqué des catastrophes

Le 13 décembre, un jour- dans les soutes. Il y a un mois, mum, il reste toutes les autres, meurtrières. En France, par exemple, des Boeing militaires n'auraient-ils pas eu des problèmes similaires, ce qui aurait provoqué mort d'hommes à une occasion au moins, sans que l'armée s'en vante?

Dans le cas du DC-9 en Floride, le risque était connu depuis longtemps. Huit ans avant la catastrophe, le NTSB (l'organisme américain pour la sécurité des transports) avait recommandé que tous les avions soient équipés de détecteurs de fumée et d'extincteurs, une mesure que la FAA avait alors refusée, l'estimant trop coûteuse.

Finalement, elle n'aura coûté «que» 110 vies humaines. Peu de choses à côté des profits que, pendant au moins huit ans, les compagnies ont encaissés en jouant avec la vie des passagers...

P.L.